

# Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DECENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Bureau International du Travail

## Thèmes

## Notes d'orientation rurale

### La sécurité alimentaire par le travail décent

*Les stratégies de sécurité alimentaire durables doivent comprendre des politiques promouvant les emplois productifs, les revenus décents et une protection sociale suffisante pour les populations rurales. La sécurité alimentaire, grâce à des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité, permet aux personnes en situation de pauvreté en milieu rural d'utiliser leur ressource la plus abondante, le travail, pour accroître leurs revenus et donc leur accès aux denrées alimentaires.*

#### Faits et chiffres

- Plus d'un milliard de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire à travers le monde.<sup>1</sup>
- L'insécurité alimentaire est plus élevée dans les zones rurales, qui hébergent plus de 75 pour cent des pauvres du monde, avec 2,1 milliards de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour, et 880 millions vivant avec moins d'1 dollar par jour.<sup>2</sup>
- Paradoxalement, plus de trois quarts du milliard de personnes en insécurité alimentaire sont directement impliquées dans la production alimentaire : plus de 500 millions sont des ménages de petits exploitants, 200 millions sont sans terre, et 100 millions sont des éleveurs, des pêcheurs et des utilisateurs de ressources forestières.<sup>3</sup>
- Un petit exploitant sur cinq est en insécurité alimentaire.
- L'agriculture est l'un des secteurs les plus dangereux, et est caractérisée par des emplois temporaires et saisonniers, et des revenus faibles.<sup>4</sup>
- Moins de 20 pour cent des travailleurs agricoles ont accès à une protection sociale de base.
- Plus de 60 pour cent du travail des enfants est dans l'agriculture.<sup>5</sup>
- Les femmes en milieu rural produisent entre 60 et 80 pour cent des denrées alimentaires dans la plupart des pays en développement et fournissent la nourriture quotidienne du foyer.<sup>6</sup>
- Il est possible d'atteindre la sécurité alimentaire, comme cela a été démontré dans divers pays tels que le Brésil, la Chine, le Ghana, le Malawi et le Vietnam qui ont fait des progrès importants pour réduire la faim. Le Ghana, par exemple, a réduit les niveaux de faim de 34 à 8 pour cent ces quinze dernières années.<sup>7</sup>



© ILO

#### Pourquoi il faut agir

- La sécurité alimentaire est un droit de l'homme. L'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 déclare que : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation ». Plusieurs pays, dont entre autres l'Afrique du Sud, le Brésil et la Norvège, ont inscrit le droit à l'alimentation dans leurs constitutions.<sup>8</sup>
- La sécurité alimentaire est une priorité de l'agenda international. C'est le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et appelle à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, fixant comme cibles de : a) « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour » ; b) « Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif » et c) « Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim ».<sup>9</sup>
- Le nombre de personnes souffrant de la faim a baissé depuis 2008 mais reste particulièrement élevé ; « plus élevé qu'il l'était avant les crises récentes, plus élevé qu'il l'était il y a 40 ans, et plus élevé que le niveau existant lorsque l'objectif de réduction de la faim a été convenu lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996. »<sup>10</sup>
- Les prix alimentaires devraient rester élevés. De mars 2007 à mars 2008, le cours des aliments de base est monté en flèche, le riz augmentant de 74 pour cent, le maïs de 87 pour cent, et le blé de 130. Si l'indice des prix des produits alimentaires a ensuite baissé avec la crise économique mondiale, les prix alimentaires ont eux encore augmenté au-delà de leur sommet de 2008 dès le début de 2011.<sup>11</sup>
- Une quantité alarmante de produits alimentaires des pays en développement se perd après la récolte à cause de

## Encadré 1

### Définir la sécurité alimentaire

- « La sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique, social et économique à une alimentation adéquate, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins et préférences alimentaires pour une vie active et saine. »
- La faim est autant le problème d'assurer aux pauvres un accès stable à des aliments suffisamment nutritifs que celui d'une production alimentaire suffisante. Une lutte durable contre la faim requiert que l'on s'attaque aux deux fronts.
- L'insécurité alimentaire peut être chronique et de longue durée, à cause d'une pauvreté persistante et d'un accès inadéquat à des ressources productives ou financières; ou temporaire, suite à une crise réduisant soudain l'accès à suffisamment de produits alimentaires.

Source : FAO-PAM : *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées* (Rome : 2010)

d'action pour satisfaire durablement les besoins alimentaires spécifiques de la population.

- Assurer la protection et le renforcement des capacités des producteurs et travailleurs en zone rurale en ratifiant et en mettant en œuvre les Conventions de l'OIT applicables à ces zones.
- Utiliser les données et recherches spécifiques sur les causes de la faim, la dépense des ménages, et le contrôle des ressources au sein des ménages (particulièrement en fonction du sexe) pour mieux comprendre et aborder les problèmes de l'insécurité alimentaire.
- Encourager la création d'associations et de coopératives d'agriculteurs et le soutien à celles-ci, en tant qu'organisations socioéconomiques efficaces au niveau local, et les inclure dans la prise de décisions nationale.
- Développer un engagement national pour redynamiser les secteurs agricoles et de l'agroalimentaire en investissant dans les infrastructures et les installations de transformation et d'entreposage nécessaires.
- Investir dans les infrastructures rurales économiques et sociales, pour faciliter les transports et les communications, mais aussi pour l'accès à l'eau propre, la santé, l'éducation et les équipements de loisirs. Entre autres, un tel investissement accroît l'attrait des zones rurales et aide à prévenir la migration des jeunes.
- Soutenir les micros, petites, et moyennes entreprises (MPME) dans la création d'emplois et le développement des industries et des services non-agricoles. Encourager des mesures, notamment l'accès à un crédit abordable, pour les aider à grandir et se multiplier.
- Élaborer des politiques et stratégies spéciales qui stimulent la création d'emplois dans les zones rurales.
- Adopter une démarche de l'emploi rural fondée sur la connaissance, qui propose une formation professionnelle et en compétences entrepreneuriales pour les jeunes qui sont encore à l'école, ainsi que pour les salariés, les travailleurs indépendants, et les entrepreneurs ruraux eux-mêmes. Prêter une attention particulière aux femmes.
- Élaborer des politiques en faveur des pauvres qui protègent les biens des personnes vulnérables (terre, eau, bétail, etc.) et travailler à l'abrogation des lois foncières discriminatoires.
- Étendre la couverture de protection sociale de base et investir dans des mesures de protection sociale complémentaires pour atteindre les pauvres locaux, y compris les systèmes de rations alimentaires, les retraites, la pension alimentaire et les repas scolaires gratuits.

problèmes de transport, de stockage et du manque de structures de transformation locales.

- La faim et la malnutrition contribuent à un cercle vicieux qui menace la capacité des personnes à obtenir une bonne éducation, une formation, un emploi décent et donc une vie à l'abri de la pauvreté et épanouie.
- L'incapacité pour les personnes en situation de pauvreté d'accéder aux denrées alimentaires a des effets sur la qualité de leur alimentation et donc sur leur santé et bien-être en général, avec des répercussions négatives sur leur productivité également.
- Les stratégies qui investissent dans l'emploi agricole et non-agricole productif et rémunérateur peuvent accélérer la croissance économique, stimuler la production, la transformation et la disponibilité alimentaires, et offrir un emploi et des revenus qui permettent à de larges tranches de la population de sortir durablement de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Cependant, de telles stratégies ne reçoivent pas encore l'attention méritée.
- Les travailleurs ruraux et de nombreux travailleurs temporaires et informels sont exclus de la protection sociale, de l'assurance maladie, de la sécurité et de la santé au travail, et des politiques et programmes de revenu minimum.
- Les femmes sont des acteurs essentiels de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, mais continuent cependant de faire face à de graves inégalités concernant leur accès aux intrants agricoles, à l'éducation, à la formation, aux services de vulgarisation, aux marchés, aux droits de propriété, à l'appui commercial et à la prise de décisions.<sup>12</sup>
- Les travailleurs et les propriétaires terriens ruraux manquent de représentation dans les décisions qui les touchent directement, que ce soient les négociations commerciales internationales ou les priorités nationales à l'investissement, et dans les décisions et politiques sur les nouvelles tendances telles que la production de biocarburants et les acquisitions de terrain à grande échelle.
- Les travailleurs et employeurs ruraux sont souvent privés du droit fondamental à la liberté d'association, et peu de travailleurs sont couverts par des conventions collectives et peuvent entamer un dialogue social.

## Orientations pour l'action

### Principes et politiques généraux

- Considérer juridiquement l'alimentation comme droit humain et faire de la réduction de la faim une priorité nationale, avec en appui des orientations et un plan



© OIT

- Etablir un salaire minimum quand cela est pertinent et assurer que les revenus des travailleurs agricoles salariés, tels que les ouvriers saisonniers, soient réajustés équitablement pour qu'ils permettent de faire face aux prix alimentaires élevés.
- Créer une assurance et des filets de sécurité sociaux, tels que des réserves alimentaires physiques indépendantes pour les interventions d'urgence et l'aide humanitaire. Les filets de sécurité peuvent dissuader les populations vulnérables d'utiliser des « méthodes d'adaptation » qui les mènent souvent à vendre leurs biens les plus précieux (terre, bétail, et autres ressources productives) pour survivre lorsque les marchés ou les récoltes échouent.
- Lutter activement contre le travail des enfants pour briser les cycles de pauvreté. Ceci inclut l'offre d'alternatives telles qu'un travail rémunéré pour les parents, davantage et de meilleures opportunités éducatives pour les enfants, et une formation technique pour les jeunes.
- Agir de manière décisive en temps de crise pour garantir que les besoins alimentaires d'urgence soient pleinement satisfaits et que l'aide alimentaire, les interventions nutritionnelles et les filets de sécurité soient accessibles aux populations vulnérables pour les empêcher de tomber dans la pauvreté chronique.

### Mesures d'autonomisation économique et sociale spécifiques

- Soutenir les programmes qui favorisent l'agriculture à faible coût, comme les banques de semences communautaires, la récupération des eaux, la conservation du sol, la réforme agraire et les engrais biologiques, tout en investissant dans la recherche et le développement axés sur les méthodes à faibles utilisations d'intrants.
- Élaborer des programmes qui fournissent aux petits agriculteurs, en particulier aux femmes, des intrants fiables, opportuns et à prix raisonnables, tels que les pesticides, les engrais, les graines, les technologies de l'information et des communications, ainsi que les ressources financières pour y accéder.
- Augmenter proportionnellement l'agriculture agro-écologique durable.
- Donner la priorité aux femmes comme bénéficiaires des programmes de soutien, garantissant leur autonomisation et leur participation à la prise de décisions pour que leurs besoins spécifiques soient abordés.
- Créer des incitations à la participation des femmes aux organisations de producteurs ainsi qu'au renforcement de capacités des femmes dirigeantes, en tenant compte de leurs charges de travail et contraintes culturelles.
- Prévoir dans les politiques de sécurité alimentaire d'éduquer et de former les petits agriculteurs pour renforcer leurs capacités à appliquer l'information et les nouvelles techniques qui améliorent la production et l'innovation.
- Investir dans les ressources humaines en encourageant les bonnes pratiques sur le lieu du travail et la sécurité et la santé au travail.
- Renforcer les chaînes de valeur locales et privilégier l'approvisionnement local, par exemple lors d'initiatives de distribution alimentaire pour les personnes en situation de pauvreté, comme les programmes alimentaires dans les écoles.
- Appréhender et aborder les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des petits agriculteurs défavorisés dans un contexte ou une région donnés, comme la technologie appropriée pour lutter contre la dégradation environnementale.

### Etablir des liens entre les acteurs

- Améliorer les infrastructures de communication pour que les différentes parties prenantes (les agences internationales, les organisations d'employeurs et de



© FAO/Jon Spaul

travailleurs, les entreprises privées, les gouvernements et les ONG en particulier) puissent collaborer pour obtenir de meilleurs résultats, encourager la responsabilité sociale et partager les meilleures pratiques.

- Développer les réseaux qui regroupent les institutions de recherche nationales et locales, les universités, et les petits producteurs pour favoriser de bons services de vulgarisation des connaissances, organiser une assistance technique, diffuser les nouvelles technologies, informations et conseils sur la productivité et la durabilité; et pour permettre aux exploitants de communiquer leurs préoccupations aux chercheurs.
- Saisir les opportunités offertes par les technologies modernes, particulièrement des communications et de l'information, telles que les téléphones portables et l'internet, pour permettre aux exploitants d'avoir des informations à jour sur la météo, les prix, les perspectives des marchés, les opérations commerciales, et les opportunités de formation. Leur faible coût et leur accessibilité les rendent particulièrement utiles aux petits producteurs des zones isolées.

### Encadré 2

Le rôle de l'OIT dans les stratégies et initiatives de sécurité alimentaire s'articule autour de l'**Agenda du Travail Décent** qui vise à créer des emplois productifs, rémunérés et sûrs, garantir les droits et étendre la protection sociale au travail, et promouvoir le dialogue social en impliquant les organisations de travailleurs et d'employeurs. La sécurité alimentaire est liée à chaque composante du travail décent.

### Encadré 3

Les **Programmes de travaux publics** du BIT fonctionnent depuis trente ans dans une quarantaine de pays à travers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. En 2005, le BIT s'est lancé avec le PNUD, la FAO et le PAM dans un projet commun de réponse aux crises au Guatemala après l'Ouragan Stan. Il y a mené un projet de travaux publics pour réhabiliter les infrastructures endommagées dans l'El-Jicaral rural. Le programme a généré 30 jours d'emploi pour 2 057 femmes et 3 066 hommes et a réalisé avec succès 99 projets d'infrastructures, y compris la construction de routes, la réhabilitation agricole et l'irrigation. Grâce à des méthodes à haute intensité de main-d'œuvre, le programme a fourni un revenu immédiat, ainsi que des bénéfices à long terme en réparant les infrastructures de transport et en améliorant la productivité agricole et l'accès au marché pour les producteurs ruraux d'El-Jicaral.

Source : PNUD/BIT : *Programa Conjunto Post Stan: Promoción de Empleo e Ingresos en las Obras de Rehabilitación y Reconstrucción* (2010).

# Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DECENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Inviter les bailleurs internationaux et les gouvernements à utiliser la production et les ressources locales pour les projets de sécurité et d'aide alimentaire. Par exemple acheter systématiquement la production de petits agriculteurs leur offre la garantie d'un acheteur et encourage la production tout en renforçant les filières locales et en assurant un certain niveau de revenus.
- Contacter les sociétés privées pour renforcer leurs investissements, leurs programmes de responsabilité sociale des entreprises et leur implication dans les communautés rurales.

## Le rôle de l'OIT

- L'OIT a une expérience considérable dans la protection et le renforcement des capacités des populations rurales par des programmes d'appui à l'emploi et aux entreprises, la protection sociale, la couverture des normes de travail internationales, et le renforcement des institutions de travail et du dialogue social. Ceci stimule la production alimentaire, les revenus, et donc l'accès à la nourriture.
- Un grand nombre d'instruments juridiques de l'OIT s'applique aux zones rurales. Plus de 30 d'entre eux ciblent directement l'agriculture, y compris les Convention concernant les Méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951 (No. 99) ; sur les Plantations, 1958 (No. 110) ; l'Inspection du travail (agriculture) 1969 (No. 129) ; les Organisations de travailleurs agricoles 1975 (No. 141) ; et la Sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001 (No. 184).
- L'OIT s'est impliquée directement dans la sécurité alimentaire à partir de son Atelier technique tripartite sur la crise mondiale des prix alimentaires et ses effets sur le travail décent en 2009, qui a rassemblé les spécialistes de l'OIT, 10 autres agences, des universitaires, et l'administration de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF), la plateforme des Nations Unies de plus de 20 organismes et programmes internationaux créée pour stimuler et coordonner le travail sur la crise de la sécurité alimentaire.
- Le travail spécifique de l'OIT sur la sécurité alimentaire s'accélère, consistant essentiellement en:
  - ♦ L'appartenance au HLTF ; contribuant entre autres à ses discussions de haut niveau et techniques, et à la mise à jour de son Cadre d'action global
  - ♦ La participation au Comité intergouvernemental de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, une instance annuelle qu'accueille la FAO



© OIT

- ♦ L'élaboration d'une Note d'orientation FAO-BIT-PAM en 2010 sur l'intégration de la sécurité alimentaire dans la formulation des PNUAD, le principal cadre de programmation des Nations Unies
- ♦ Le renforcement des capacités des employeurs et des travailleurs à prendre part à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de sécurité alimentaire par les gouvernements, en commençant en 2011 par le Bénin, le Burkina Faso, le Kenya et la Tanzanie

<sup>1</sup> HLTF : *Cadre d'action global actualisé* (New York : 2010)

<sup>2</sup> Banque Mondiale : *Rapport sur le développement dans le monde 2008* (Washington D.C. : 2007)

<sup>3</sup> Assemblée Générale des Nations Unies : *Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation: Agribusiness and the Right to Food. Présenté lors de la 13<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme* (Genève : 2009)

<sup>4</sup> HLTF op. cit.

<sup>5</sup> BIT : *Tackling Hazardous Child Labour in Agriculture: Guidance on Policy and Practice* (Genève : 2006)

<sup>6</sup> BIT : *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté, Rapport IV*, (Genève : 2008)

<sup>7</sup> FAO : *Country Profiles: Ghana (January: 2011)* Disponible sur : <http://www.fao.org/countryprofiles/default.asp?lang=en>

<sup>8</sup> FAO : *The Right to Food in Practice: Implementation at the National Level* (Rome : 2006)

<sup>9</sup> Nations Unies : *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement* New York : 2010)

<sup>10</sup> PAM : *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées* (Rome : 2010)

<sup>11</sup> FAO : *Indice des prix des produits alimentaires*. Disponible sur : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/>

<sup>12</sup> FAO/FIDA/BIT : *Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways Out of Poverty* (Rome : 2010)

## Ressources

- ♦ BIT : *Tripartite Technical Workshop on the Impact of the Food Price Crisis and Its Impact on Decent Work* (Genève : 5-6 mars 2009) [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_106442.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed_emp/documents/publication/wcms_106442.pdf)
- ♦ BIT : *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté* (Genève : 2008) [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed\\_norm/—relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_091721.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed_norm/—relconf/documents/meetingdocument/wcms_091721.pdf)
- ♦ FAO/FIDA/BIT : *Gender Dimensions of Agricultural and Rural Employment: Differentiated Pathways Out of Poverty* (Rome : 2010) [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_150558.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—ed_emp/documents/publication/wcms_150558.pdf)

- ♦ HLTF des Nations Unies : *Cadre d'action global actualisé* (New York : 2010)

## Contacts

Rajendra Paratian: [paratian@ilo.org](mailto:paratian@ilo.org) or [sector@ilo.org](mailto:sector@ilo.org)

Loretta de Luca: [deluca@ilo.org](mailto:deluca@ilo.org) or [rural@ilo.org](mailto:rural@ilo.org)

Auteurs: Lucy O. Smith et Waltheri Katajama